

Protection de l'Environnement  
245 rue Garibaldi  
69003 Lyon

Lyon, le 16/10/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ORANGINA SUNTORY FRANCE PRODUCTION (SUNTORY BEVERAGE & FOOD FRANCE)**

10 BOULEVARD MONGE  
69330 Meyzieu

Références : PNE2024-106  
Code AIOT : 0056901142

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/09/2024 dans l'établissement ORANGINA SUNTORY FRANCE PRODUCTION (SUNTORY BEVERAGE & FOOD FRANCE) implanté 10 BOULEVARD MONGE 69330 MEYZIEU. L'inspection a été annoncée le 17/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre de la révision IED et des modifications à venir.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ORANGINA SUNTORY FRANCE PRODUCTION (SUNTORY BEVERAGE & FOOD FRANCE)
- 10 BOULEVARD MONGE 69330 MEYZIEU
- Code AIOT : 0056901142
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ORANGINA SUNTORY FRANCE PRODUCTION est une installation classée pour la protection de l'environnement en situation administrative régulière.

Ses activités consistent en la production, l'embouteillage, le stockage et la vente de boissons. Le site est classé IED, compte tenu du volume de production.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface
- IED-MTD

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 08/06/2009, article 3 > 3.7.1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Tableau d'activités	AP Complémentaire du 20/08/2018, article 1	Sans objet
2	Modification	Arrêté Préfectoral du 08/06/2009, article 2 > 2.1	Sans objet
3	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 08/06/2009, article 3 > 3.5	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection ne relève pas de non-conformité majeure. L'exploitant fera parvenir un porter-à-connaissance afin que son arrêté soit mis à jour au regard de son activité.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Tableau d'activités

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/08/2018, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Tableau d'activités
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le tableau d'activités faisant l'objet de l'article 1.1 de l'arrêté du 8 juin 2009 est abrogé et remplacé par le tableau suivant actualisé :
<b>Constats :</b>  Le tableau d'activités n'est pas à jour. Le dossier de révision IED, transmis à l'inspection le 03/10/2023 et un porter-à-connaissance à venir permettront de mettre à jour le tableau d'activités.  Pourrait ainsi intervenir : <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'ajout des rubriques : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ 2663</li> <li>◦ 3642-2-a (révision IED en cours)</li> <li>◦ 1185 (anciennement 4802-2-a)</li> </ul> </li> <li>• le retrait des rubriques : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ 2921-b (TAR) suite info des 12/05 et 22/08/2023</li> <li>◦ 2253-1 suite décret 2018-900</li> <li>◦ 4802-2-a suite modification nomenclature (rubrique 1185)</li> </ul> </li> </ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant est invité à faire parvenir son porter-à-connaissance en lien avec les ajouts et retraits des rubriques énumérées dans les constats.  Concernant la rubrique 2663, il conviendra d'indiquer les volumes de préformés, bouchons, rouleaux de films et rouleaux étiquettes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Modification**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/06/2009, article 2 > 2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Prescriptions générales
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration ou des prescriptions du présent arrêté sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b>  La prescription est respectée. La TAR (rubrique 2921) a été démantelée au 31/07/2023, remplacée par un refroidisseur adiabatique. Cette information est parvenue à l'inspection via le porter-à-connaissance du 12/05/2023 et un message électronique de confirmation du 22/08/2023.  Cette modification sera prise en compte dans la prochaine proposition d'arrêté préfectoral complémentaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Prévention de la pollution des eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/06/2009, article 3 > 3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Qualité des effluents rejetés
<b>Prescription contrôlée :</b>  3.5.1 3.5.2 - Caractéristiques des rejets aqueux 3.5.3 - Mesure des volumes rejetés
<b>Constats :</b>  Prescription respectée.  Le 30/09/2024, l'exploitant a fait parvenir : <ul style="list-style-type: none"><li>• son autorisation de déversement des eaux usées émise par la métropole de Lyon</li><li>• les derniers rapports d'analyse des eaux pluviales</li><li>• le dernier rapport d'analyse des eaux usées (24 h STEP)</li><li>• le bilan 24 h de Q2 Type RSDE et le bilan 24 h de Q1</li><li>• le rapport d'analyse PFAS des eaux usées</li><li>• la tableau d'auto-surveillance 2024 de suivi des analyses sur les rejets</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Prévention de la pollution des eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/06/2009, article 3 > 3.71
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôles des effluents
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les résultats d'analyses, les dates et quantités d'effluents rejetées, seront communiqués tous les trimestres à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Absence de transmission des résultats d'analyses à l'inspection des installations classées.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant est invité à utiliser l'application GIDAF pour la transmission de ses autocontrôles.  Au regard de l'autorisation de déversement, l'inspection des installations classées mettra à jour le cadre de surveillance des eaux superficielles. La cadre de surveillance « Légionelles » sera supprimé. Ces mises à jour seront effectives à compter du 01/11/2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois